

**RAPPORT N° 2022/6-18  
au Bureau de la Communauté  
en séance du vendredi 09 décembre 2022**

**OBJET**

**REGULARISATION DES OUVRAGES DE CLASSE C EN SYSTEME D'ENDIGUEMENT - PLAN DE  
FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Préambule**

Sur le territoire de la CINOR, il existe plusieurs ouvrages de protection contre les débordements de ravines. Certains avaient été classés en tant que digues de classe C au sens du Décret n°2007-1135 sur la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Les récentes évolutions réglementaires, notamment le décret n°2015-526 et ses textes d'application, imposent de repenser les systèmes de protection en tant que systèmes d'endiguement et de préciser leur capacité à maintenir une certaine zone hors d'eau en cas de crue.

Les ouvrages de la CINOR avaient déjà fait l'objet d'études approfondies, le marché de régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement aura pour objectif de mettre à jour les études existantes dont la finalité est de parvenir au dépôt des dossiers de demande d'autorisation environnementale dans les délais fixés par la Loi.

Les ouvrages de classe C concernés par cette mise en régularisation sont situés sur tout le territoire de la CINOR. Il s'agit notamment des digues de la ravine du Chaudron, de la Rivière Sainte-Marie, de la Ravine Charpentier et de la Rivière Sainte-Suzanne. Ces ouvrages de protection font l'objet d'un arrêté préfectoral de classement en date du 20 août 2013 (arrêté n°1488/SG/DRCTCV).

Chaque système d'endiguement potentiel fait l'objet d'un lot. Les quatre lots peuvent être menés en parallèle.

Chaque lot a pour objectif d'aboutir à la constitution d'un dossier de demande d'autorisation environnementale pour la gestion d'un système d'endiguement telle que précisée par l'article R. 181-13 du code de l'environnement et dans les délais permettant de suivre une procédure simplifiée. Le dossier de demande comporte notamment une étude de dangers avec le diagnostic approfondi des ouvrages. A cet effet, les quatre lots comportent les prestations de topographie, recherche documentaire, reconnaissances géotechniques permettant l'analyse des données d'entrée existantes et complémentaires, la rédaction de l'étude de dangers et du dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'estimation du marché de régularisation est de 470 000 €HT.

**Plan de financement**

Le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM, dit « fonds Barnier ») a été institué par l'article 13 de la loi n°95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement. A l'origine destiné à financer les indemnités d'expropriation de biens exposés à un risque naturel majeur, son utilisation au bénéfice de la prévention des risques a été progressivement élargie par le législateur à d'autres catégories de dépenses. Il constitue la principale source de financement de la politique nationale de prévention des risques naturels. Depuis les décrets de 2021, il intègre la ligne budgétaire opérationnelle de l'Etat relatif à la prévention des risques.

Ainsi, les études relatives à la régularisation des systèmes d'endiguement s'inscrivent dans la Mesure « Etudes, Travaux ou Equipements de prévention ou de protection contre les risques naturels des collectivités territoriales » inscrite au Fonds Barnier. Le taux de financement maximum est de 50% pour les études.

La consultation en cours est éligible au Fonds Barnier. Il est proposé de solliciter les subventions correspondantes sur la base du plan prévisionnel de financement suivant :

	Montant HT	Fonds Barnier	Part CINOR
Dépenses totales éligibles	470 000,00 €	235 000,00 €	235 000,00 €
Dépenses éligibles en %		50%	50%
Dépenses totales éligibles lot 1	120 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €
Dépenses totales éligibles lot 2	110 000,00 €	55 000,00 €	55 000,00 €
Dépenses totales éligibles lot 3	120 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €
Dépenses totales éligibles lot 4	120 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €

La part de financement de la CINOR s'élèverait à 235 000,00 €HT.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le plan de financement prévisionnel pour la régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement pour les rivières et ravines sur le territoire de la CINOR ;
- M'autoriser à solliciter et signer les subventions correspondantes au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM, dit « fonds Barnier ») ainsi que tous les documents y afférent.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.


  
**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/6-18  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET : REGULARISATION DES OUVRAGES DE CLASSE C EN SYSTEME D'ENDIGUEMENT - PLAN DE  
FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire à délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/6-18 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221209-BC2022-6-18-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement prévisionnel pour la régularisation des ouvrages de classe C en système d'endiguement pour les rivières et ravines sur le territoire de la CINOR.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le président de la CINOR à solliciter et à signer les subventions correspondantes au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM, dit « fonds Barnier ») ainsi que tous les documents y afférent.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **19 DEC 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-18-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--